



## Communiqué de presse SNCL

Paris, le 23 septembre 2020

*Destinataires : Rubrique « éducation » des médias nationaux*

### Objet : Rentrée de crise COVID-19 : mettons un terme à une gestion désastreuse

Alors que les graves manquements constatés lors du déconfinement auraient pu servir de leçon et que l'exemple de la reprise scolaire anticipée de la Réunion aurait dû servir d'alarme, **le SNCL constate une fois de plus l'incapacité du ministère de l'Éducation nationale à faire face utilement à la crise de cette rentrée hors-norme.**

Avec 292 classes fermées dès le 7 septembre, **et plus de 3 000 deux semaines après, la situation de diffusion de la covid-19 n'a fait qu'empirer à une vitesse exponentielle** en quelques jours au sein de nos établissements. Ces chiffres sont par ailleurs **loin de la réalité au vu de la véritable omerté que subissent maintenant les fonctionnaires** dans toutes les académies, **incités à taire les cas connus** pour ne pas provoquer de fermeture de classe ou effrayer les parents d'élèves. Ces situations signalées au SNCL illustrent le niveau d'irresponsabilité des décideurs rectoraux, incités en cela par **un ministère flou incapable d'émettre un protocole national clair** et apeuré à l'idée d'assumer la moindre de ses responsabilités sur le plan sanitaire.

Chefs d'établissement, directeurs d'école et enseignants subissent localement les conséquences de cette défaillance. Seule solution au problème proposée par J-M. Blanquer à ce jour : **changer les règles de calcul entraînant la fermeture de classe !** Désormais, les classes seront maintenues ouvertes même si 1 ou 2 élèves sont contaminés dans le même groupe et leurs enseignants ou leurs camarades ne seront plus comptabilisés comme cas contact. **Il est bien connu que casser le thermomètre est un excellent remède contre la maladie...**

Cette attitude indigne illustre une fois de trop **l'incompétence persistante d'un ministre désavoué, fluctuant, inaudible, maintenu à ses fonctions aux seules fins médiatiques.** Combien de temps encore l'image du gouvernement devra-t-elle passer avant la santé des personnels et des élèves ?

Le SNCL rappelle que le désastre de cette rentrée s'explique aussi par **la somme des autres problèmes non résolus depuis des mois** : réductions d'effectifs à tout va, absence totale de médecine du travail, sanitaires vétustes et fournitures insuffisantes dans des dizaines de milliers

d'établissements publics à l'entretien négligés, nombre d'élèves par classe qui explose à tous les niveaux.

À cela s'ajoutent **la fourniture (en quantité et qualité très aléatoires depuis la rentrée)** de masques imposés aux personnels mais dont le Président lui-même ne peut s'accommoder dix minutes, **l'augmentation historique des postes non-pourvus cette année par les concours de recrutement** (sans qu'aucun dispositif d'urgence ne soit envisagé pour pallier le déficit, ce qui se traduit par des centaines de classes sans enseignants dès le 1<sup>er</sup> septembre) ou encore **les récents propos sur la conformité vestimentaire**. Le ministère de l'Education nationale doit mettre un terme à cette gestion désastreuse, et urgemment se renouveler pour retrouver un leadership crédible.

Le SNCL dénonce ces nouvelles modalités de décompte induisant les fermetures de classe et demande **que cessent toutes pressions exercées sur les collègues pour cacher ou minorer l'expansion du virus** dans l'environnement scolaire. Nous exigeons **un cadrage réglementaire national clair définissant très précisément les modalités d'action à mettre en place dans chaque établissement** en fonction du critère objectif du nombre de cas (élèves et personnels distincts) qui doit être rendu public et mis à jour quotidiennement par établissement. Il faut adapter les effectifs, les horaires, les enseignements à distance, la circulation et les mesures barrière de chaque site qui ont fait leurs preuves par endroits en juin, **en durcissant les mesures là où le virus est fortement présent, mais aussi en allégeant celles-ci là où elles se révèlent disproportionnées** et source d'une souffrance injustifiée au travail pour les enseignants comme pour les élèves.

**Le Secrétaire général,**

Norman GOURRIER

**Contact :** Norman Gourrier  
06 72 85 74 75